

Encadrement de l'instruction des demandes de mutualisation des raccordements des consommateurs au réseau public de transport

Date de la contribution : 16/09/2024

Acteurs concernés par le dispositif d'anticipation et de mutualisation

Question 1 : Partagez-vous la proposition de la CRE sur le périmètre des bénéficiaires du dispositif de mutualisation ?

Favorable

Commentaire :

Propos liminaires:

L'atteinte de la neutralité carbone exige non seulement de développer de nouvelles capacités de production décarbonées mais avant tout d'électrifier massivement les usages existants et nouveaux. Le réseau et en particulier le raccordement ne doit pas freiner l'électrification pour les gros consommateurs que ce soit en termes de délai que de coût de raccordement. Il est déterminant de mieux intégrer les réseaux dans les objectifs de politique publique pour minimiser les coûts et dynamiser les projets prioritaires, notamment de raccordement aval, par tous les moyens et également d'accélérer et de simplifier les procédures de raccordement. Les mesures d'anticipation de zones d'accueil de nouvelles capacités ou de régulation incitative sur des projets prioritaires vont à cet égard dans le bon sens.

Réponse à la question 1:

L'article L342-2 restreint la mise en œuvre des dispositifs d'anticipation et de mutualisation des raccordements aux installations de consommation et aux ouvrages du réseau de distribution. EDF partage le périmètre proposé par la CRE qui en découle.

Question 2 : Êtes-vous favorable au traitement proposé pour les sites mixtes ?

Favorable

Commentaire :

EDF considère que le traitement envisagé des sites mixtes est cohérent avec le périmètre des bénéficiaires, c'est-à-dire que la quote-part s'applique seulement à la puissance de raccordement des installations de consommation. De même, la proposition de la CRE est similaire à ce qui existe pour les S3REnR. Ainsi, EDF est favorable au traitement proposé par la CRE pour les sites mixtes.

Définition des zones d'anticipation et de mutualisation

Question 3 : Êtes-vous favorable aux critères de déclenchement d'une anticipation/mutualisation (saturation d'une zone et multiplicité des demandes) ? En voyez-vous d'autres ?

Favorable

Commentaire :

L'électrification d'une partie des usages étant un des piliers de la décarbonation, il est essentiel que le réseau électrique ne constitue pas un facteur limitant ou retardant cette transition. Il est également souhaitable que le territoire national soit attractif pour ses conditions d'approvisionnement en électricité et que les conditions de raccordements soient à cet égard un atout qui s'ajoute au caractère décarboné et compétitif des offres d'électricité de moyen-long terme et non une difficulté risquant de dissuader les implantations de nouveaux projets industriels ou tertiaires. Par conséquent, EDF est favorable aux critères de déclenchement envisagés par la CRE qui consistent à étudier la mise en œuvre d'un dispositif d'anticipation et de mutualisation dès lors que RTE constate un manque de capacité de raccordement sur une zone où il a reçu et anticipe plusieurs demandes et dont la mutualisation des coûts de construction des ouvrages présente un intérêt d'un point de vue sociétal, environnemental, industriel et économique.

Question 4 : Êtes-vous favorable au processus envisagé par la CRE de définition des besoins et des travaux associés dans une zone de mutualisation ?

Favorable

Commentaire :

Chaque zone de raccordement étant un cas particulier, le processus envisagé par la CRE qui consiste à mener une étude exploratoire visant à identifier les besoins de raccordement et d'étudier les solutions répondant à ceux-ci paraît pertinent. EDF est donc favorable au processus envisagé par la CRE.

Éléments constitutifs du dossier de demande d'autorisation transmis par RTE

Question 5 : Êtes-vous favorable aux propositions de la CRE concernant les éléments constitutifs du dossier de demande d'autorisation à transmettre par RTE ?

Favorable

Commentaire :

EDF est favorable aux propositions de la CRE. Toutefois, EDF souhaite que les éléments constitutifs du dossier détaillent également les investissements à réaliser, induits par les demandes de raccordement, pour gérer la tension sur le système électrique.

Répartition des coûts des ouvrages mutualisés (quote-part) - Définition de la quote-part

Question 6 : Êtes-vous favorable à la durée de dix ans pendant laquelle la quote-part est exigible envisagée par la CRE ?

Favorable

Commentaire :

EDF est favorable à une exigibilité de la quote-part sur une durée de dix ans à partir de la mise en service de l'ouvrage afin d'éviter les risques d'effets d'aubaine décrits par la CRE.

Répartition des coûts des ouvrages mutualisés (quote-part) - Modalités de plafonnement de la quote-part

Question 7 : Êtes-vous favorable aux modalités de plafonnement de la quote-part envisagées par la CRE ?

Favorable

Commentaire :

Avec l'anticipation et la mutualisation, le réseau favorise la réussite de la transition énergétique. Il paraît essentiel que le dispositif mis en œuvre ne conduise pas à renchérir les coûts de réseau pour les consommateurs se raccordant. Par conséquent, EDF est favorable à la proposition de la CRE de ne pas inclure dans la quote-part, le coût des ouvrages HTB3 pour les consommateurs se raccordant en HTB1.

Répartition des coûts des ouvrages mutualisés (quote-part) - Modalités d'actualisation de la quote-part

Question 8 : Êtes-vous favorable aux modalités d'actualisation de la quote-part envisagées par la CRE ?

Favorable

Commentaire :

L'index travaux public IFZA étant utilisé pour actualiser la quote-part des consommateurs, EDF considère, par souci de cohérence, approprié de retenir celui-ci pour l'actualisation annuelle de la quote-part des consommateurs. En outre, EDF considère également qu'une actualisation au pas annuel est pertinente et nécessaire.

Répartition des coûts des ouvrages mutualisés (quote-part) - Modalités de révision de la quote-part

Question 9 : Êtes-vous favorable aux modalités de révision de la quote-part envisagées par la CRE (notamment au plafond de 15 %) ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

L'expérience récente a montré que les coûts des matériaux pouvaient évoluer très rapidement. Ainsi, EDF considère que l'évolution des coûts des EDF est a priori favorable aux modalités de révision proposées. Cependant, EDF s'interroge sur la signification du cas pouvant conduire à faire évoluer la quote-part « *évolution des demandes ou du gisement qui remettrait en cause la consistance des ouvrages à mutualiser et donc leurs coûts* ». En effet, l'article L. 342-18 du code de l'énergie dispose que la quote-part « *est proportionnelle à la puissance de raccordement de l'installation du demandeur par rapport à la capacité totale offerte par l'ensemble d'ouvrages* ». EDF comprend de cette disposition législative que la disparition d'un des demandeurs ne conduit pas à augmenter la quote-part. Or, le cas cité ci-dessus pourrait signifier que la quote-part dépend de la pérennité des autres projets. Si tel est le cas, EDF n'est pas favorable à l'introduction de ce cas dans la liste.

Question 10 : Identifiez-vous d'autres cas de révision de la quote-part autres que ceux envisagés par la CRE à ce stade ?

L'expérience récente a montré que les coûts des matériaux pouvaient évoluer très rapidement. Ainsi, EDF considère que l'évolution des coûts des matériaux pourrait être intégrée à la liste des cas pouvant conduire à faire évoluer la quote-part.

Validation et déclenchement des investissements

Question 11 : Êtes-vous favorable au processus de validation et de déclenchement des investissements dans les zones de mutualisation envisagé par la CRE ?

Favorable

Commentaire :

EDF est favorable à la proposition de la CRE qui est conforme aux dispositions réglementaires de l'article D. 342-26 du code de l'énergie.

Suivi des zones de mutualisation des ouvrages

Question 12 : Êtes-vous favorable aux modalités de suivi des zones de mutualisation envisagées par la CRE ?

Favorable

Commentaire :

EDF considère comme essentielle la publication d'informations sur la capacité disponible pour de nouveaux raccordements. Ainsi, EDF accueille très favorablement les modalités de suivi des zones de mutualisation envisagées par la CRE.

Question 13 : Avez-vous d'autres remarques sur l'encadrement du dispositif ?

EDF n'a pas de remarques additionnelles.